

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Robert Lacroix, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Beaconsfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 22 mars 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Beaconsfield,

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Beaconsfield (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beaconsfield au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Calixa-Lavallée inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 22 mars 2023

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	43 502 817	43 396 770	40 802 657
Compensations tenant lieu de taxes	2	786 296	789 021	804 216
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 258 891	2 258 630	1 338 110
Services rendus	5	1 011 050	1 014 038	680 061
Imposition de droits	6	3 724 350	6 486 716	7 462 191
Amendes et pénalités	7	206 000	234 444	224 883
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	570 500	904 359	426 241
Autres revenus	10	75 000	26 918	60 840
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	51 134 904	55 110 896	51 799 199
Charges				
Administration générale	14	11 500 622	12 027 684	9 550 258
Sécurité publique	15	10 048 512	10 109 131	9 724 839
Transport	16	8 431 304	10 574 575	10 611 174
Hygiène du milieu	17	8 256 809	9 696 968	8 986 771
Santé et bien-être	18	522 397	500 295	470 685
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 673 039	1 542 240	1 783 995
Loisirs et culture	20	8 900 308	9 215 429	8 370 633
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	544 373	620 208	677 951
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	49 877 364	54 286 530	50 176 306
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 257 540	824 366	1 622 893
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		90 922 384	89 299 491
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		90 922 384	89 299 491
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		91 746 750	90 922 384

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	18 239 220	18 766 279
Débiteurs (note 5)	2	18 720 663	19 026 256
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	36 959 883	37 792 535
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 469 799	4 933 493
Revenus reportés (note 12)	12	7 165 646	6 498 499
Dette à long terme (note 13)	13	20 271 000	20 464 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	685 000	670 400
Autres passifs (note 14)	15		
	16	32 591 445	32 566 392
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	4 368 438	5 226 143
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	87 089 125	85 314 092
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	249 514	351 911
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	39 673	30 238
	23	87 378 312	85 696 241
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	91 746 750	90 922 384

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 257 540	824 366	1 622 893
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 200 556)(	7 455 408)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		4 425 523	4 417 903
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 775 033)	(3 037 505)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		102 397	(109 619)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(9 435)	137 073
	13		92 962	27 454
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 257 540	(857 705)	(1 387 158)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		5 226 143	6 613 301
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		5 226 143	6 613 301
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		4 368 438	5 226 143

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	824 366	1 622 893
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 425 523	4 417 903
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	5 249 889	6 040 796
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	305 593	(1 886 906)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(463 694)	1 604 460
Revenus reportés	9	667 147	5 277 766
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	14 600	217 200
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	102 397	(109 619)
Autres actifs non financiers	13	(9 435)	137 073
	14	5 866 497	11 280 770
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(6 200 556)	(7 455 408)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(6 200 556)	(7 455 408)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 851 000	
Remboursement de la dette à long terme	26	(4 044 000)	(2 008 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(193 000)	(2 008 000)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(527 059)	1 817 362
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	18 766 279	16 948 917
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	18 766 279	16 948 917
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	18 239 220	18 766 279

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi des cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

s/o

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Beaconsfield a été effectuée conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
 Les débiteurs;
 Les stocks destinés à la revente;
 Les prêts.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
 Elles sont classées par grandes catégories :
 Les immobilisations;
 Les propriétés destinées à la revente;
 Les stocks de fournitures;
 Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans dont les principales catégories sont:

Surfaçage 15 ans
 Bâtiments 40 ans
 Véhicules 10 ans
 Autres infrastructures 40 ans
 Équipement de bureau 5 ans
 Véhicules lourds 20 ans

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.
 Ils sont classés par grandes catégories :

Les découverts bancaires;
 Les emprunts bancaires;
 Les créditeurs et charges à payer;
 Les revenus reportés;
 Les passifs au titre des avantages sociaux futurs;
 Les dettes à long terme.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal(2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 «la Loi». Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

s/o

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 18 239 220	18 766 279
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 18 239 220	18 766 279
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9 18 239 220	18 766 279
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11 2 632 000	

Note**5. Débiteurs**

	2022	2021
Taxes municipales	12 2 143 973	2 327 430
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14 9 833 021	10 246 860
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15 4 600 934	4 572 440
Organismes municipaux	16 4 665	3 001
Autres		
▪ Mutations et autres	17 2 138 070	1 876 525
▪	18	
	19 18 720 663	19 026 256
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20 6 241 660	6 621 120
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21	
Organismes municipaux	22	
Autres tiers	23	
	24 6 241 660	6 621 120
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26 9 265 171	9 688 109
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	78 655
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	
Ministère de la Culture et des Communications	29 320 715	232 569
Autres ministères/organismes	30 247 135	247 527
	31 9 833 021	10 246 860

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
	40		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(685 000)	(670 400)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(685 000)	(670 400)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	889 400	1 040 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	26 650	23 523
	51	916 050	1 063 823

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

		2022	2021
Fournisseurs	55	1 685 340	2 481 695
Salaires et avantages sociaux	56	1 758 618	1 504 188
Dépôts et retenues de garantie	57	784 660	739 246
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Intérêts courus sur DLT	59	241 181	208 364
▪	60		
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	4 469 799	4 933 493

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	1 598 214	1 011 742
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪	80		
▪ Dépôts contribuables	81	849 925	769 250
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪ TECQ	86	4 717 507	4 717 507
	87	7 165 646	6 498 499

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	4,10	2023	2042	88	20 271 000	20 464 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	20 271 000	20 464 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	()	()
					98	20 271 000	20 464 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		1 261 000			1 261 000
2024	100		1 293 000			1 293 000
2025	101		1 336 000			1 336 000
2026	102		1 372 000			1 372 000
2027	103		1 411 000			1 411 000
2028 et plus	104		13 598 000			13 598 000
	105		20 271 000			20 271 000
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		20 271 000			20 271 000

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	27 845 398	149 117		27 994 515
Eaux usées	116	35 139 624	1 412 862		36 552 486
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	47 527 642	2 402 875		49 930 517
Autres					
▪	118	8 024 528	1 201 791		9 226 319
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	19 451 299	1 006 352		20 457 651
Améliorations locatives	122	25 475			25 475
Véhicules	123	5 823 110	27 559		5 850 669
Ameublement et équipement de bureau	124	588 898			588 898
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 460 711			2 460 711
Terrains	126	3 043 811			3 043 811
Autres	127				
	128	149 930 496	6 200 556		156 131 052
Immobilisations en cours	129				
	130	149 930 496	6 200 556		156 131 052
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	7 780 502	757 199		8 537 701
Eaux usées	132	14 795 990	591 957		15 387 947
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	23 294 051	1 471 011		24 765 062
Autres					
▪	134	3 702 308	275 393		3 977 701
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	10 211 526	758 804		10 970 330
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	3 023 695	390 580		3 414 275
Ameublement et équipement de bureau	140	278 545	48 033		326 578
Machinerie, outillage et équipement divers	141	1 529 787	132 546		1 662 333
Autres	142				
	143	64 616 404	4 425 523		69 041 927
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	85 314 092			87 089 125
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

	2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	
Immeubles industriels municipaux	149	
Autres	150	
	151	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪	165	39 673	30 238
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	39 673	30 238

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 2 167 400 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les deux prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2023	1 948 350 \$
2024	219 050 \$

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

s/o

B) Auto-assurance

s/o

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une poursuite, conjointement avec la Ville de Montréal. La Ville conteste cette réclamation. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers. Dépendamment du montant qui serait à payer la ville affecterait son surplus ou irait en règlement d'emprunt.

D) Autres

s/o

22. Actifs éventuels

Dans le contexte de l'agglomération de Montréal, la Ville de Beaconsfield est actuellement partie à un litige concernant le recouvrement de quotes-parts payées en trop à la Ville de Montréal depuis 2020. La valeur actuelle des réclamations pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 de ce litige est de plus de 11 millions.

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

s/o

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalisations 2022	Total	Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	43 502 817	43 396 770		43 396 770	40 802 657
Compensations tenant lieu de taxes	2	786 296	789 021		789 021	804 216
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 258 891	1 535 072		1 535 072	1 338 110
Services rendus	5	1 011 050	1 014 038		1 014 038	680 061
Imposition de droits	6	3 724 350	6 445 148		6 445 148	7 237 502
Amendes et pénalités	7	206 000	234 444		234 444	224 883
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	570 500	904 359		904 359	426 241
Autres revenus	10	75 000	26 918		26 918	60 840
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	51 134 904	54 345 770		54 345 770	51 574 510
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		723 558		723 558	
Imposition de droits	16		41 568		41 568	224 689
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		765 126		765 126	224 689
	22	51 134 904	55 110 896		55 110 896	51 799 199
Charges						
Administration générale	23	11 500 622	11 674 156	353 528	12 027 684	9 550 258
Sécurité publique	24	10 048 512	10 086 997	22 134	10 109 131	9 724 839
Transport	25	8 431 304	8 631 545	1 943 030	10 574 575	10 611 174
Hygiène du milieu	26	8 256 809	8 302 046	1 394 922	9 696 968	8 986 771
Santé et bien-être	27	522 397	500 295		500 295	470 685
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 673 039	1 538 666	3 574	1 542 240	1 783 995
Loisirs et culture	29	8 900 308	8 507 094	708 335	9 215 429	8 370 633
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	544 373	620 208		620 208	677 951
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		4 425 523	(4 425 523)		
	34	49 877 364	54 286 530		54 286 530	50 176 306
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 257 540	824 366		824 366	1 622 893

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 257 540	824 366	1 622 893
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 765 126)	(224 689)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 257 540	59 240	1 398 204
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		4 425 523	4 417 903
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		4 425 523	4 417 903
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 032 540)	(1 032 539)	(1 457 314)
	18	(1 032 540)	(1 032 539)	(1 457 314)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 800 000)	(1 627 734)	(1 458 730)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 000	20 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 575 000	1 313 870	1 871 784
Réserves financières et fonds réservés	22	(200 000)	(1 652 321)	(2 535 139)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(225 000)	(1 946 185)	(2 122 085)
	26	(1 257 540)	1 446 799	838 504
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 506 039	2 236 708

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	765 126	224 689
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	(39 575)
Sécurité publique	3	()	(57 887)
Transport	4	2 430 434	(2 298 697)
Hygiène du milieu	5	1 561 979	(4 199 908)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(35 744)
Loisirs et culture	8	2 208 143	(823 597)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(6 200 556)	(7 455 408)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 219 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 627 734	1 458 730
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	144 194	1 373 655
Réserves financières et fonds réservés	18	2 563 872	2 215 205
	19	4 335 800	5 047 590
	20	(645 756)	(2 407 818)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	119 370	(2 183 129)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	9 268 985	9 663 242	8 802 124
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 356 390	2 520 856	2 456 679
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	10 475 842	9 818 667	8 866 513
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	516 373	563 185	556 362
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	28 000	57 023	121 589
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	26 996 424	27 053 564	24 976 671
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	147 350	86 470	36 563
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		4 425 523	4 417 903
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamations de dommages	21	88 000	98 000	(58 098)
▪	22			
▪	23			
	24	49 877 364	54 286 530	50 176 306

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 806 268	2 920 228
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 095 237	10 463 302
Réserves financières et fonds réservés	3	7 584 436	6 995 987
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(798 976)	(928 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	73 059 785	71 471 212
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	91 746 750	90 922 384
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 806 268	2 920 228
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 806 268	2 920 228
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Foresterie urbaine	12	968 101	1 006 972
▪ Services Professionnels	13	2 184 634	1 696 996
▪ Boisé Angell	14	91 820	197 320
▪ Élections	15	287 159	187 159
▪ Place Centennial	16	1 600 000	1 600 000
▪ Piscines extérieures	17	317 189	317 189
▪ Équilibre budgétaire	18	1 500 000	1 669 500
▪ Infrastructure	19	2 292 528	2 434 360
▪ Sécur.civile, Innova, Op. Hiv.	20	853 806	1 353 806
	21	10 095 237	10 463 302
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	10 095 237	10 463 302

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	7 584 436
Organismes contrôlés et partenariats	38	6 995 987
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	7 584 436
	49	6 995 987
	49	7 584 436
		6 995 987

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53	()
Autres	54	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55	()
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	()
Assainissement des sites contaminés	57	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	()
Autres	59	()
▪	60	()
▪	61	()
<hr/>		
▪	62	()
<hr/>		
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63	()
Utilisation du fonds de roulement	64	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65	()
Utilisation du fonds de roulement	66	()
Autres		
▪	67	()
▪	68	()
<hr/>		
▪	69	()
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70	()
Mesure relative à la COVID-19	71	()
Frais d'émission de la dette à long terme	72	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73	()
Autres		
▪	74	()
▪	75	()
<hr/>		
▪	76	()
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
<hr/>		
	82	
<hr/>		
	83	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84	
Investissements à financer	85 (798 976)(	928 345)
	86	(798 976) (928 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	87 089 125 85 314 092
Propriétés destinées à la revente	88	
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92	87 089 125 85 314 092
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94	87 089 125 85 314 092
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (20 271 000)(	20 464 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 () ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	6 241 660 6 621 120
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (14 029 340)(	13 842 880)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 () ()
	102 (14 029 340)(	13 842 880)
	103	73 059 785 71 471 212

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1		1
Régimes supplémentaires de retraite	2		1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de Retraite Québec (21555) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (312983). Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposé à Retraite Québec au 31 décembre 2019, le Régime était capitalisé à 93.2 % pour le volet antérieur et 108.2 % pour le volet postérieur et le degré de solvabilité était de 73.6 % pour le volet antérieur et 81.1% pour le volet postérieur. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 3 080 100 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 11 171 200 \$ au 31 décembre 2019.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisés au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Application de la Loi aux régimes de la Ville de Beaconsfield

La Ville de Beaconsfield participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Les incidences de ces modifications pour la Ville de Beaconsfield aux résultats de 2014 ont été reflétées lors de l'évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2015.

La Ville de Beaconsfield a finalisé des ententes pour chacun des groupes d'employés (Cols blancs, Cols bleus et Cadres). Celles-ci ont été approuvées par toutes les parties concernées et signées en date du 1er janvier 2017. Conformément à ces ententes, certaines modifications sont effectives en date du 1er janvier 2014, alors que d'autres modifications sont effectives en date du 1er janvier 2017. Les impacts sur l'obligation des prestations constituées et la dépense totale en vigueur au 1er janvier 2017 relativement aux ententes signées ont été reflétés lors de la présente évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2017. La date de la plus récente évaluation actuarielle de ce régime auquel la Ville de Beaconsfield participe est le 31 décembre 2019.

Instauration du régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Beaconsfield

Le 20 décembre 2021, la Ville de Beaconsfield a signé une résolution afin d'adopter le régime supplémentaire de retraite pour les cadres de la Ville de Beaconsfield, en vigueur depuis le 1er décembre 2021. Ce régime non enregistré est pris en compte dans les résultats financiers de l'année 2022. Les dispositions de ce régime sont identiques à celles applicables au régime de retraite enregistré à l'exception des prestations maximales applicables en vertu des lois et des règlements de l'Agence du Revenu du Canada (ARC). En effet, le régime supplémentaire comble la différence entre les prestations qui seraient payables du régime de retraite enregistré n'eut été des ces maximums fixés par l'ARC et les prestations effectivement payables de ce régime de retraite enregistré soumis à ces maximums.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (670 400)	(453 200)
Charge de l'exercice	4 (889 400)(	1 040 300)
Cotisations versées par l'employeur	5 874 800	823 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (685 000)	(670 400)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 37 479 600	38 232 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (37 498 000)(	38 744 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (18 400)	(512 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (666 600)	(158 400)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (685 000)	(670 400)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (685 000)	(670 400)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 37 479 600	38 232 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (37 498 000)(	38 744 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (18 400)(	512 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 338 300	1 234 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 23 900	
	20 1 362 200	1 234 200
Cotisations salariales des employés	21 (668 800)(	617 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 693 400	617 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 175 900	326 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 869 300	943 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 884 000	1 790 700
Rendement espéré des actifs	33 (1 863 900)(	1 693 700)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 20 100	97 000
Charge de l'exercice	35 889 400	1 040 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (444 300)	3 621 684
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 863 900)(	1 693 700)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (2 308 200)	1 927 984
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 2 640 500	(424 784)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 852 000	1 662 584
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 34 267 000	39 532 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 18 400	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 411 400	1 208 300
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	4,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,80 %	4,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪ Taux d'act. nouv. volet	51 6	5
▪ Taux rend. prévu LT nouv. vole	52 5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	5	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	5 424	4 466
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	26 650	23 523
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	26 650	23 523

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	39 290 071	39 471 764	36 769 679
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	39 290 071	39 471 764	36 769 679
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 642 642	2 366 451	2 649 213
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 570 104	1 558 555	1 383 765
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 212 746	3 925 006	4 032 978
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 212 746	3 925 006	4 032 978
	29	43 502 817	43 396 770	40 802 657

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	336	514	722
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	158 452	189 788	197 053
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	460 721	543 177	592 790
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36	166 787	55 542	13 651
	37	786 296	789 021	804 216
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	786 296	789 021	804 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	261 657	279 111	197 718
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			3 901
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	263 734	263 735	296 501
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71	260 000	332 783	308 363
Autres	72	69 000	89 061	108 445
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83		13 784	
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	160 000	175 778	161 962
Autres	85	24 500	56 035	5 510
Réseau d'électricité	86			
	87	1 038 891	1 210 287	1 082 400

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93		
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104		
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122	723 558	
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126	723 558	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	220 000	324 785	255 710
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	220 000	324 785	255 710
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 258 891	2 258 630	1 338 110

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		6 901	
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153	102 000	91 468	101 730
	154	102 000	98 369	101 730
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	102 000	98 369	101 730

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	64 800	72 684	72 244
	185	64 800	72 684	72 244
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	10 000	22 782	28 284
	199	10 000	22 782	28 284
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201			
Réseaux d'égout	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	31 500	27 809	23 656
	210	31 500	27 809	23 656

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	57 000	70 330	78 687
	219	57 000	70 330	78 687
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	745 750	722 064	375 460
	223	745 750	722 064	375 460
Réseau d'électricité				
	224			
	225	909 050	915 669	578 331
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 011 050	1 014 038	680 061

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	524 350	401 269	520 442
Droits de mutation immobilière	228	3 200 000	6 043 880	6 717 060
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230		41 567	224 689
	231	3 724 350	6 486 716	7 462 191
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	206 000	234 444	224 883
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	570 500	904 359	426 241
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243	25 000	603	16 000
Autres	244	50 000	26 315	44 840
	245	75 000	26 918	60 840
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	429 358	394 633		394 633	326 914
	Greffe et application de la loi	2	1 479 950	1 540 429	2 027	1 542 456	1 499 337
	Gestion financière et administrative	3	2 397 578	2 595 894	31 783	2 627 677	2 414 526
	Évaluation	4	2 400	2 158		2 158	2 574
	Gestion du personnel	5	575 002	542 689		542 689	544 393
	Autres						
	▪	6	6 616 334	6 598 353	319 718	6 918 071	4 762 514
	▪	7					
		8	11 500 622	11 674 156	353 528	12 027 684	9 550 258
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	5 986 820	5 986 820		5 986 820	5 712 170
	Sécurité incendie	10	3 228 607	3 228 607		3 228 607	3 147 947
	Sécurité civile	11	170 437	149 840	22 134	171 974	180 159
	Autres	12	662 648	721 730		721 730	684 563
		13	10 048 512	10 086 997	22 134	10 109 131	9 724 839
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	1 126 415	1 065 314	1 778 541	2 843 855	3 107 686
	Enlèvement de la neige	15	1 176 461	1 402 273	36 986	1 439 259	1 436 313
	Éclairage des rues	16	175 853	181 256	127 503	308 759	324 950
	Circulation et stationnement	17	389 745	419 734		419 734	382 607
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	5 562 830	5 562 968		5 562 968	5 359 618
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	8 431 304	8 631 545	1 943 030	10 574 575	10 611 174

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	683 298	744 137	184 149	928 286	1 364 954
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 528 731	3 556 112	559 814	4 115 926	3 314 020
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	556 732	838 172	644 909	1 483 081	1 437 760
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	719 987	844 896		844 896	601 281
Élimination	28	641 445	641 445	6 050	647 495	714 859
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	376 535	388 738		388 738	372 778
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	614 964	472 092		472 092	373 903
Traitement	32					
Matériaux secs	33	502 815	470 639		470 639	517 909
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	632 302	345 815		345 815	289 307
Autres	39					
	40	8 256 809	8 302 046	1 394 922	9 696 968	8 986 771
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	307 752	305 846		305 846	312 512
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	214 645	194 449		194 449	158 173
	44	522 397	500 295		500 295	470 685

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 001 804	933 555	3 574	937 129	937 103
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	100 000	38 870		38 870	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	485 709	480 715		480 715	742 655
Tourisme	49	85 526	85 526		85 526	104 237
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 673 039	1 538 666	3 574	1 542 240	1 783 995
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 119 245	909 497	115 979	1 025 476	777 408
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 299 820	1 251 589	6 576	1 258 165	1 210 544
Piscines, plages et ports de plaisance	55	778 917	517 673	109 570	627 243	564 549
Parcs et terrains de jeux	56	2 221 837	2 541 585	312 598	2 854 183	2 705 067
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	157 239	158 382		158 382	112 898
Autres	59					
	60	5 577 058	5 378 726	544 723	5 923 449	5 370 466
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 489 711	1 278 359	132 611	1 410 970	1 255 525
Bibliothèques	62	1 833 539	1 850 009	31 001	1 881 010	1 744 642
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 323 250	3 128 368	163 612	3 291 980	3 000 167
	67	8 900 308	8 507 094	708 335	9 215 429	8 370 633

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	69	441 373	509 814		509 814	509 179
	Autres frais	70	75 000	53 371		53 371	47 183
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	71		20 100		20 100	97 000
	Autres	72	28 000	36 923		36 923	24 589
		73	544 373	620 208		620 208	677 951
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		4 425 523 (	4 425 523)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	149 117	1 706 473
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 412 862	2 457 690
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 402 875	1 906 474
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	1 201 791	304 968
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 006 352	490 083
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	27 559	475 405
Ameublement et équipement de bureau	18		85 770
Machinerie, outillage et équipement divers	19		28 545
Terrains	20		
Autres	21		
	22	6 200 556	7 455 408

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	149 117	1 706 473
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 412 862	2 457 690
Autres infrastructures	27	3 604 666	2 211 442
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 033 911	1 079 803
	34	6 200 556	7 455 408

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	13 842 880	3 851 000	3 664 540	14 029 340
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	13 842 880	3 851 000	3 664 540	14 029 340
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 621 120		379 460	6 241 660
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 621 120		379 460	6 241 660
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 621 120		379 460	6 241 660
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 621 120		379 460	6 241 660
	19	20 464 000	3 851 000	4 044 000	20 271 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	20 464 000	3 851 000	4 044 000	20 271 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	20 271 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	798 976
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	6 241 660
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 828 316
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	14 828 316
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	331 896
Autres organismes	19	3 738 280
Endettement total net à long terme	20	18 898 492
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	39 432 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	39 432 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	58 330 492
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	6 683 448	6 681 157	4 619 046
Sécurité publique				
Police	4	5 986 820	5 986 820	5 712 170
Sécurité incendie	5	3 228 607	3 228 607	3 147 947
Sécurité civile	6	128 289	128 289	125 084
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	5 562 830	5 562 969	5 359 618
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 518 598	2 579 376	2 827 682
Matières résiduelles	12	641 445	641 445	708 809
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	27 006	27 221	26 795
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	307 752	305 846	312 512
Autres	17	166 445	166 406	126 368
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	29 948	30 115	23 623
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	475 109	475 186	734 126
Autres	21	85 526	85 526	104 237
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	342 104	342 104	333 557
Activités culturelles	23	812 497	812 497	815 097
Réseau d'électricité				
	24			
	25	26 996 424	27 053 564	24 976 671

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 200 556	7 455 408
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 200 556	7 455 408

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	28,06	35,00	51 065,00	3 373 875	874 889	4 248 764
Professionnels	2						
Cols blancs	3	67,61	35,00	123 050,00	3 648 587	877 757	4 526 344
Cols bleus	4	36,34	36,00	68 029,00	2 374 100	713 580	3 087 680
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	132,01		242 144,00	9 396 562	2 466 226	11 862 788
Élus	9	7,00			266 680	54 630	321 310
	10	139,01			9 663 242	2 520 856	12 184 098

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	263 735				263 735
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 271 337		723 558		1 994 895
	17	1 535 072		723 558		2 258 630

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	113 797	195 359
	4	113 797	195 359
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	118 233	115 883
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	118 233	115 883
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		188 557
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		118 089
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	304 031	
	26	304 031	306 646
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	84 147	60 063
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	84 147	60 063
Réseau d'électricité			
	40		
	41	620 208	677 951

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Georges Bourelle	Maire	66 678	17 546	30 051	
Peggy Alexopoulos	Conseiller	20 023	10 011		
Dominique Godin	Conseiller	20 023	10 011		
Robert Mercuri	Conseiller	20 023	10 011		
Roger Moss	Conseiller	20 023	10 011		
David Newell	Conseiller	23 023	10 011		
Martin St-Jean	Conseiller	20 023	10 011		

Note

La rémunération présentée pour M. Bourelle comprend le salaire réel versé en 2022 par la Ville de Montréal pour son rôle de membre du Conseil de l'Agglomération de Montréal, comme Vice-Président de la commission sur les finances et d'administration et membre de la Commission sur l'inspecteur général.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	9 500 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input type="checkbox"/> 9 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 628 039 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 2 296 622 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2005-12-020
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2005-12-05
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 463
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 750
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-23

Nom du signataire : LIBERSAN-LANIEL, NATHALIE

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-24

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-20 08:50

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	51 134 904	54 345 770	51 574 510
Investissement	2		765 126	224 689
	3	51 134 904	55 110 896	51 799 199
Charges	4	49 877 364	54 286 530	50 176 306
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 257 540	824 366	1 622 893
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 765 126)	(224 689)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 257 540	59 240	1 398 204
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		4 425 523	4 417 903
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 032 540)	(1 032 539)	(1 457 314)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	1 800 000)	(1 627 734)	(1 458 730)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 575 000	(318 451)	(663 355)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(1 257 540)	1 446 799	838 504
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		1 506 039	2 236 708

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	18 239 220	18 766 279
Débiteurs	2	18 720 663	19 026 256
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	36 959 883	37 792 535
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	20 271 000	20 464 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	685 000	670 400
Autres	9	11 635 445	11 431 992
	10	32 591 445	32 566 392
Actifs financiers nets (dette nette)	11	4 368 438	5 226 143
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	87 089 125	85 314 092
Autres	13	289 187	382 149
	14	87 378 312	85 696 241
Excédent (déficit) accumulé	15	91 746 750	90 922 384

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 806 268	2 920 228
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Foresterie urbaine	17	968 101	1 006 972
▪ Services Professionnels	18	2 184 634	1 696 996
▪ Boisé Angell	19	91 820	197 320
▪ Élections	20	287 159	187 159
▪ Place Centennial	21	1 600 000	1 600 000
▪ Piscines extérieures	22	317 189	317 189
▪ Équilibre budgétaire	23	1 500 000	1 669 500
▪ Infrastructure	24	2 292 528	2 434 360
▪ Sécur.civile, Innova, Op. Hiv.	25	853 806	1 353 806
	26	10 095 237	10 463 302
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	7 584 436	6 995 987
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	(798 976)	(928 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	73 059 785	71 471 212
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	91 746 750	90 922 384

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	14 828 316
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	58 330 492

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	14 029 340	13 842 880
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 241 660	6 621 120
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	20 271 000	20 464 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	43 502 817	43 396 770	40 802 657
Compensations tenant lieu de taxes	13	786 296	789 021	804 216
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 258 891	1 535 072	1 338 110
Services rendus	16	1 011 050	1 014 038	680 061
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 930 350	6 679 592	7 462 385
Autres	18	645 500	931 277	487 081
	19	51 134 904	54 345 770	51 574 510
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		723 558	
Autres	23		41 568	224 689
	24		765 126	224 689
	25	51 134 904	55 110 896	51 799 199

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	11 500 622	11 674 156	353 528	12 027 684	9 550 258
Sécurité publique						
Police	2	5 986 820	5 986 820		5 986 820	5 712 170
Sécurité incendie	3	3 228 607	3 228 607		3 228 607	3 147 947
Autres	4	833 085	871 570	22 134	893 704	864 722
Transport						
Réseau routier	5	2 868 474	3 068 577	1 943 030	5 011 607	5 251 556
Transport collectif	6	5 562 830	5 562 968		5 562 968	5 359 618
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 768 761	5 138 421	1 388 872	6 527 293	6 116 734
Matières résiduelles	9	2 855 746	2 817 810	6 050	2 823 860	2 580 730
Autres	10	632 302	345 815		345 815	289 307
Santé et bien-être	11	522 397	500 295		500 295	470 685
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 001 804	933 555	3 574	937 129	937 103
Promotion et développement économique	13	571 235	566 241		566 241	846 892
Autres	14	100 000	38 870		38 870	
Loisirs et culture	15	8 900 308	8 507 094	708 335	9 215 429	8 370 633
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	544 373	620 208		620 208	677 951
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	49 877 364	49 861 007	4 425 523	54 286 530	50 176 306
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		4 425 523 (	4 425 523)		
	21	49 877 364	54 286 530		54 286 530	50 176 306

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	765 126	224 689
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 200 556)(	7 455 408)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 219 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 627 734	1 458 730
Excédent accumulé	6	2 708 066	3 588 860
	7	(645 756)	(2 407 818)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	119 370	(2 183 129)

Extrait du rapport financier, page S18